

DOSSIER

ENTRE PRÉCARITÉ, CRISE DE LA SANTÉ MENTALE, DISCRIMINATIONS, ÉTUDIER À L'UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER :

UN VÉRITABLE PARCOURS DU COMBATTANT

**LES PROPOSITIONS DU SCUM
POUR LES ÉTUDIANTES ET ÉTUDIANTS
DE L'UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER**



SCUM
SYNDICAT DE COMBAT
UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER



**Ce dossier a été réalisé et produit par le SCUM - Syndicat de Combat
Universitaire de Montpellier**

Enquête réalisée en octobre et novembre 2025 auprès de 300 étudiantes et étudiants
de l'Université de Montpellier

Introduction



Depuis plus de 10 ans, le SCUM - Syndicat de Combat Universitaire de Montpellier se mobilise pour défendre les intérêts des étudiantes et étudiants de l'Académie de Montpellier. Interpellé depuis plusieurs années sur différents sujets autour de la vie étudiante, le SCUM a décidé de solliciter les étudiantes et étudiants de l'Université de Montpellier

afin de faire un état des lieux du quotidien des presque 50 000 étudiantes et étudiants de l'université. Au-delà des grands centres universitaires, le SCUM a voulu porter une attention particulière aux sites délocalisés de l'Université de Montpellier pour avoir une représentation de toutes les situations afin que chaque lieu d'étude de l'académie puisse avoir accès à l'outil syndical et ainsi permettre de combattre la précarité et la sélection à l'université.

Ainsi, cette enquête vise à connaître, confirmer ou infirmer les réalités du quotidien auxquelles se heurtent les étudiantes et étudiants autour de plusieurs thématiques : la précarité, la qualité de vie étudiante, la santé mentale, le féminisme, les discriminations au sein de l'université et l'écologie.

En effet, les politiques austéritaires et brutales des gouvernements successifs ont eu pour effet la précarisation grandissante des étudiantes et étudiants : 2 étudiants sur 3 déclarent avoir déjà sauté un repas par manque d'argent¹, 30% des étudiantes et étudiants ont renoncé à rejoindre l'établissement de leur choix pour des raisons financières¹, 44% des étudiants travaillent à côté de leurs études² pour pouvoir subvenir à leurs besoins alors que le salariat sans lien avec la formation est la première cause d'abandon et d'échec à l'Université.

Par ses actions, le SCUM s'illustre à Montpellier comme le syndicat étudiant de l'académie qui vise à mener des luttes et combattre les politiques du gouvernement mais aussi celles des universités qui visent à précariser et sélectionner les étudiantes et étudiants. En effet, cette précarité se traduit notamment par les longues files d'étudiantes et étudiants qui attendent, parfois pendant des heures, de l'aide alimentaire. À titre d'exemple, pour l'année 2024-2025 le SCUM a distribué plus de 15 000 colis alimentaires³ soit 1 500 par mois. Dans le contexte où 23% des personnes menstruées souffrent de précarité menstruelle⁴ que le SCUM est engagé dans une démarche de lutte contre la précarité menstruelle et se mobilise également avec des distributions de protections périodiques bio et lavable s'inscrivant dans une démarche écologique mais surtout de santé publique au regard des composants nocifs des protections menstruelles majoritairement utilisées par les personnes menstruées.

Aujourd'hui le SCUM est mobilisé sur les principaux campus de l'Université de Montpellier afin d'apporter une aide et un soutien aux étudiantes et étudiants qui se retrouvent souvent en détresse face à l'administration de l'Université. Que ce soit par un accompagnement dans les démarches administratives ou par des actions plus concrètes contre la sélection sociale et le racisme au sein de l'université, notamment à travers la mobilisation des étudiantes et étudiants "sans fac", ces derniers, malgré l'obtention de leur diplôme, se voient empêchés de poursuivre la continuité de leurs études. Cette situation les conduit fréquemment à perdre leur statut étudiant et, par conséquent, leur bourse, leur logement Crous et, pour les étudiantes et étudiants étrangers, leur visa étudiant. L'ensemble de ces difficultés intervient dans un contexte de politiques gouvernementales toujours plus offensives et discriminatoires, comme en témoigne la suppression des APL destinées aux étudiantes et étudiants étrangers.

À l'occasion de l'élection des représentants étudiants et représentantes étudiantes au Conseil d'Administration et à la Commission de Formation et Vie Universitaire de l'Université de Montpellier. Le SCUM présente ce dossier sur l'état de la vie étudiante à l'Université de Montpellier. Et défend les propositions du SCUM applicables immédiatement dans les conseils de l'université pour améliorer la vie étudiante à l'Université de Montpellier.

**Le SCUM - Syndicat de Combat
Universitaire de Montpellier**



Sommaire

Précarité menstruelle, discriminations, violences sexistes et sexuelles : le quotidien des étudiantes et étudiants de l'Université de Montpellier

Faire Face à la Précarité Menstruelle à l'UM p.7

Les discriminations, outil de la sélection sociale et raciste

Être étudiante à l'UM : un quotidien marqué par des violences sexistes et sexuelles p.10

Les soirées étudiantes, un terrain propice aux violences sexistes et sexuelles p.11

Les limites du dispositif de signalement des violences à l'Université de Montpellier..... p.12

Le racisme, outil de sélection à l'Université p.13

Quand la précarité devient la norme : état des lieux à l'Université de Montpellier

Le travail étudiant : un facteur d'échec et de sélection sociale à l'Université de Montpellier _ p.17

La vie sociale, mise à mal par la précarité p.18

Les propositions du SCUM pour l'environnement et des campus plus verts

La température dans les lieux d'études, un facteur d'échec p.21

La température dans les lieux d'études, un facteur d'échec p.22

Les points d'accès à l'eau p.23

Propositions des étudiantes et étudiants pour l'université p.23

Des salles de cours inadaptées et espaces de travail insuffisants

Le manque de place dans les amphithéâtres p.25

Le manque d'espaces de travail p.26

La pause méridienne, trop courte sur certains campus p.27

La Souffrance psychologique, une réelle crise sanitaire organisée

Une détresse psychologique quotidienne p.29

La précarité et la sélection, facteurs principaux de la dégradation de la santé mentale p.31

Une crise sanitaire estudiantine p.32

Une crise sanitaire estudiantine p.32

Les dispositifs actuels, palliatifs insuffisants et défaillants p.34



***Précarité menstruelle,
discriminations,
violences sexistes et
sexuelles :***

***Le quotidien des étudiantes et
étudiants de l'Université de
Montpellier***

Faire face à la précarité menstruelle à l'Université de Montpellier

La précarité menstruelle est un sujet qui touche de nombreuses personnes menstruées. En effet, chaque mois les personnes menstruées sont confrontées à une réalité très concrète : **la nécessité d'avoir des protections périodiques**.

Le sujet de l'achat des protections périodiques est une réelle inégalité de genre car elle impose l'achat de protections périodiques aux personnes menstruées. Et cela n'est pas négligeable dans un budget étudiant, elles peuvent représenter entre 3 à 10 euros par mois en fonction du cycle périodique. De plus, cet achat supplémentaire pousse les personnes menstruées à se tourner vers des protections périodiques moins chères, mais surtout moins durables et moins respectueuses de leurs corps. L'existence de produits chimiques cancérigènes et des perturbateurs endocriniens dans la composition des tampons et des serviettes hygiéniques non réutilisables⁵ est une réalité. Il est donc nécessaire de connaître et de faire connaître la réalité quotidienne auxquelles se heurtent les personnes menstruées de l'Université de Montpellier.

Notre enquête démontre qu'au sein de l'Université de Montpellier, **près d'une personne menstruée sur cinq dit avoir déjà renoncé à l'achat de protections périodiques**.

Ce chiffre important démontre que la précarité touche différemment les personnes menstruées que les personnes non menstruées.

Cette différence doit ainsi être prise en compte du fait de cette difficulté supplémentaire qui s'ajoute aux autres. Alors que l'accès aux protections périodiques devrait être un droit inconditionnel et universel, ce n'est pas le cas à l'Université de Montpellier.



Louise, 21 ans, faculté de droit

” En fin de mois, je dois choisir entre acheter mes protections périodiques et avoir de quoi manger. ”



1 personne menstruée sur 5

Doit renoncer à l'achat de protections périodiques

Données issues de l'enquête du SCUM

Enfin, les différentes facultés de l'Université de Montpellier ont mis en place des distributeurs de protections périodiques, cependant ce dispositif a diverses méthodes de fonctionnement. Il peut être rechargé directement par l'université mais dans certains sites nous pouvons constater la méthode du "chaque personne qui en a les moyens remplit le sac", cette méthode ne devrait pas exister, faisant porter sur les étudiantes et étudiants la santé de leurs camarades.

Bien que la mise à disposition de protections jetables par les services est un petit pas bienvenu, ce n'est pas une solution pérenne et satisfaisante pour agir concrètement contre la précarité menstruelle des personnes menstruées de l'Université de Montpellier.



Le SCUM organise la solidarité contre la précarité menstruelle !

Pour organiser la solidarité, le SCUM a organisé des distributions de plus de 350 protections périodiques réutilisables, biologiques et fabriquées en France dans de nombreux sites de l'Université de Montpellier, Faculté de Droit et Sciences Politiques, Faculté de médecine⁶. Nous redistribuons ainsi aux étudiantes et étudiants leur CVEC directement sans que celle-ci soit utilisée pour d'autres projets. Par ailleurs nous leurs permettons de se fournir de meilleures protections et atténuer l'impact de leurs achats dans leurs budgets.

Mais surtout à l'aide de ces actions le syndicat alerte sur la précarité menstruelle, une précarité sexiste à laquelle il faut remédier !

350

Protections périodiques bios et lavables distribuées à l'Université de Montpellier depuis la rentrée par le SCUM

LE SCUM PROPOSE

- Un réel approvisionnement régulier des distributeurs pour qu'ils puissent répondre à ce besoin.
- Une mise à disposition massive de protections périodiques bios, lavables et réutilisables financée par la CVEC. Les 105€ extorqués aux étudiantes et étudiants en début d'année doivent leur revenir.



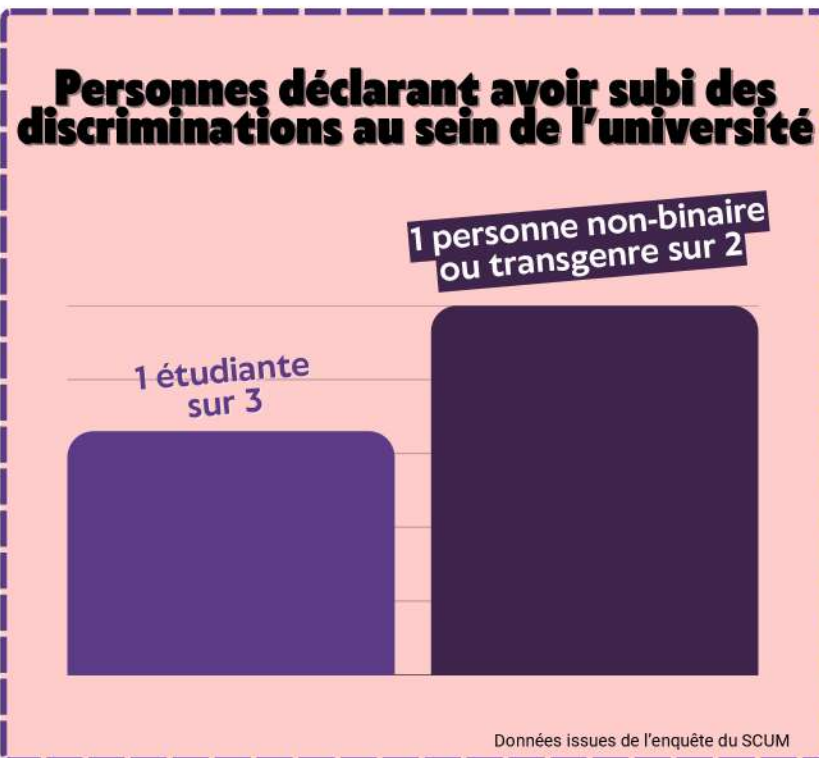
***Les discriminations,
outil de la sélection
sociale et raciste***



Être étudiante à l'UM : un quotidien marqué par des violences sexistes et sexuelles

La question des discriminations au cours du parcours universitaire est une question centrale. Les discriminations sociales peuvent entraîner une baisse de motivation pour les études voire un abandon des études et un échec scolaire.

Dans l'enquête réalisée en cette rentrée, nous pouvons constater que les femmes, les personnes non-binaires et transgenres sont très nombreuses à subir des discriminations et violences au sein de l'Université de Montpellier. 1 étudiante sur 3 dit avoir été victime au moins une fois de discrimination au cours de son parcours universitaire. Plus grave encore, les personnes non-binaires ou transgenres, sont près d'1 sur 2 à déclarer avoir été victime plusieurs fois de discriminations au cours de leur parcours universitaire.



Par ces chiffres, nous devons prendre ce problème au sérieux. Nous considérons que l'Université de Montpellier ne travaille pas assez pour instaurer un environnement sain dans lequel tous les étudiants et étudiantes se sentiraient à l'aise.

Le SCUM lutte et continuera à travailler pour la mise en place de cours plus inclusifs sur les discriminations sexistes et sexuelles afin de sensibiliser chacune et chacun à ces enjeux.

50%

Des étudiantes et étudiants de l'Université de Montpellier pensent que leur campus devrait être plus inclusif

Données issues de l'enquête du SCUM

De plus, nous constatons que plus de la moitié des répondants à notre enquête expriment que **le climat général de l'établissement pourrait être plus inclusif et respectueux de toutes et tous**, il y a donc un vrai travail à faire au sein des campus de l'université de Montpellier pour un lieu d'étude plus inclusif.

Les soirées étudiantes, un lieu propice aux violences sexistes et sexuelles

Il est important aussi d'aborder la question des soirées étudiantes qui surviennent notamment en début d'année lors des moments d'intégration. Ces activités souvent organisées par les corporations ou alors les BDE des différentes composantes de l'Université, elles se déroulent majoritairement en dehors du lieu d'étude, au début de l'année universitaire mais ont vocation à se prolonger tout au long de l'année avec différents événements (week-ends ou semaines d'intégrations/ soirées à thèmes etc...). Celles-ci se trouvent être un révélateur d'inégalités. Les soirées sont propices aux comportements sexistes et de violences sexuelles.

Alors que l'Observatoire des Violences Sexistes et Sexuelles dans l'Enseignement supérieur révèle dans son enquête sur les événements d'intégration dans l'enseignement supérieur français, révèle que plus d'1 étudiant sur 3 ne se sent pas en sécurité lors des événements festifs et plus d'1 étudiant sur 4 ne se sent pas en sécurité lors des événements d'intégration⁷.

Ce même rapport étaye les différentes pratiques et causes qui font de ces événements des lieux particulièrement propice aux violences sexistes et sexuelles dans l'enseignement supérieur.

25%

En effet, marqués par une consommation excessive d'alcool, qui est systématiquement proposée, et par des dynamiques de pouvoir liées au bizutage, ces espaces festifs créent un

Des étudiantes et étudiants de l'Université de Montpellier disent avoir été victimes ou témoins de comportements sexistes au cours d'une soirée d'intégration

Données issues de l'enquête du SCUM

climat d'impunité et accroissent la vulnérabilité des nouveaux étudiants.

Ainsi, le bizutage, encore courant, expose notamment les étudiantes et étudiants les plus précaires ou en situation de handicap à des pratiques humiliantes, violentes ou à des actes sexuels non consentis. Les violences sexistes et sexuelles sont ainsi extrêmement répandues.

À l'Université de Montpellier, notre enquête révèle que 1 personne sur 4 dit avoir été victime ou témoin de comportements sexistes au cours d'une soirée d'intégration.

Les limites du dispositif de signalement des violences à l'Université de Montpellier

À l'Université de Montpellier, le dispositif de signalement des violences, discriminations et agissements sexistes souffre de plusieurs limites majeures qui réduisent sa crédibilité auprès des étudiantes et étudiants. En effet, bien que présenté comme un espace d'écoute et d'accompagnement, il reste cependant étroitement rattaché à la gouvernance de l'établissement, ce qui ne peut garantir ni impartialité ni indépendance dans le traitement des situations signalées. Cette absence d'autonomie, combinée à une communication insuffisante autour de la cellule, contribue à sa méconnaissance par une grande partie des étudiantes et étudiants, qui ne savent pas toujours où ni comment signaler des faits graves.

Par ailleurs, l'anonymat des victimes n'est pas pleinement assuré : dans certains cas, notamment lorsqu'une procédure disciplinaire est ouverte, l'identité de la personne signalante peut être révélée, ce qui constitue un frein important au signalement et expose potentiellement les victimes à des représailles notamment si la victime est amenée à poursuivre sa scolarité au sein de l'établissement et pouvant faire face à son agresseur au quotidien.

Enfin, le faible nombre de signalements traités chaque année et la rareté des suites disciplinaires laissent penser que le dispositif manque d'efficacité réelle. En 2022 seulement 22 saisines ont été traitées. Un chiffre qui, à l'image des plus de 50 000 étudiantes et étudiants de l'Université de Montpellier ne peut être significatif.

Ainsi, malgré son existence institutionnelle, la cellule ne garantit pas un cadre suffisamment sécurisant pour les étudiantes et étudiants victimes ou témoins de violences.

En ce sens le SCUM fait des propositions concrètes afin de lutter contre les violences sexistes et sexuelles au sein de l'Université de Montpellier :

LE SCUM PROPOSE

- La mise en place d'une cellule d'écoute indépendante et externe à l'Université et appliquer la tolérance 0 face aux VSS.
- Renforcer la prévention partout sur les campus.
- Mettre en place une procédure disciplinaire et des dispositifs respectueux des victimes et sanctionner les violences et discriminations

Le racisme, outil de sélection à l'Université

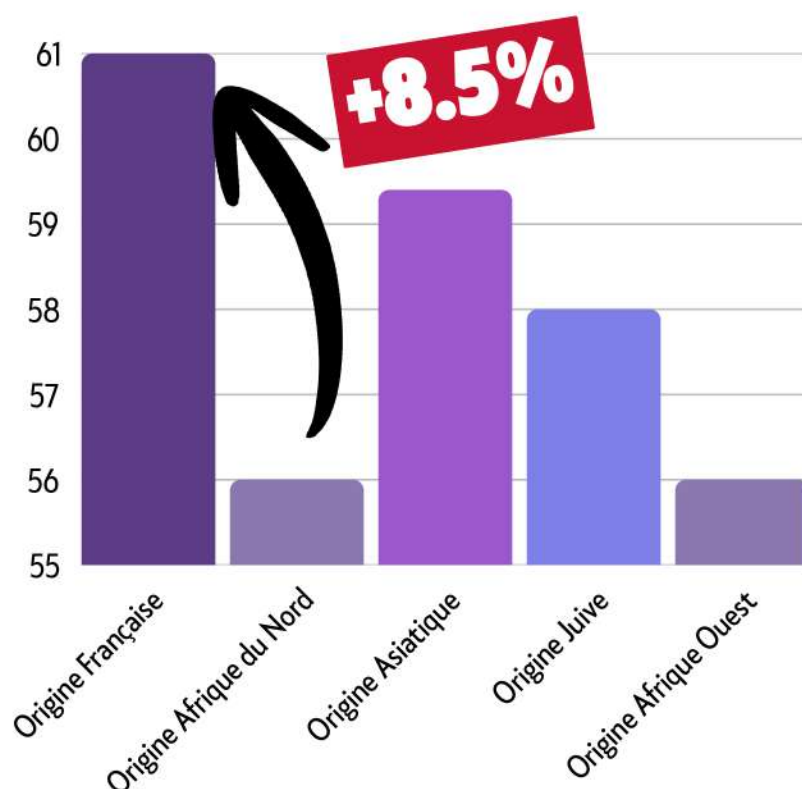
Depuis de nombreuses années, le SCUM dénonce le système de sélection sociale et raciste à l'entrée en master. Cette sélection raciste et antisémite est constatée notamment par l'ONDES (l'Observatoire National des Discriminations dans l'Enseignement Supérieur) par plusieurs études menées annuellement.

Une étude du 18 mars 2025 est venue confirmer l'existence de biais racistes au moment des candidatures en Master. D'après cette étude, **les noms et prénoms ayant une consonance d'origine maghrébine, d'Afrique de l'Ouest, asiatique ou encore juive ont 15% de chance en moins d'avoir accès à un Master qu'un ou une candidate ayant un nom ou un prénom français**⁸. Et cela est particulièrement criant pour les **filières sciences et technologie et de santé**.

Ces discriminations, ce racisme et cet antisémitisme ont des conséquences directes et concrètes sur la vie des étudiantes et étudiants qui le subissent. Cela se traduit par des écarts flagrants en termes d'accès aux formations, de notation et d'orientation académique, perpétuant et renforçant ainsi des inégalités sociales et racistes inacceptables.

Taux de réponses positives par type de candidate

RAPPORT d'étude n° 25-01, ONDES



Les candidates et candidats aux noms et prénoms identifiés comme d'origine française ont

8.5%

de chance de succès de plus que les candidates et candidats aux noms et prénoms identifiés comme d'origine africaine (nord ou ouest)

L'ONDES met également en évidence l'ampleur des discriminations et du racisme dans l'enseignement supérieur, en particulier envers les étudiantes portant le voile. Ces discriminations deviennent encore plus visibles au moment de la recherche d'un contrat d'apprentissage : une étudiante voilée a près de 80 % de chances en moins

UNE ÉTUDIANTE PORTANT UN VOILE A

80%

**De chances en moins d'obtenir
un contrat en alternance**

d'obtenir un contrat⁹, révélant ainsi l'exclusion systémique qui opère derrière ce dispositif.

Cette situation est d'autant plus préoccupante que l'apprentissage occupe désormais une place centrale dans l'enseignement supérieur. Le nombre de contrats en apprentissage a explosé ces dernières années¹⁰, transformant progressivement ce dispositif en main-d'œuvre bon marché, souvent sous-payée et mal considérée, alors même qu'il en devient presque incontournable pour financer ses études. En effet, pour de nombreux étudiants, l'apprentissage représente parfois la seule voie pour pouvoir poursuivre sa formation, grâce à une rémunération qui reste insuffisante pour vivre et étudier dignement.

Les mécanismes de sélection sociale et raciste au sein de l'Université créent ainsi une double peine pour les étudiantes et étudiants qui le subissent. D'une part, elle précarise davantage les étudiantes et étudiants qui sont déjà fragilisés. D'autre part, elle renforce des mécanismes discriminatoires qui frappent particulièrement les femmes musulmanes voilées et, plus généralement, les étudiantes et étudiants racisés.

Ces étudiantes et étudiants qui subissent ainsi la sélection à l'Université, perdent leur statut étudiant et par extension tous leurs droits qui en découlent : bénéficier d'une bourse, d'aides ponctuelles du CROUS et même d'un logement en cité universitaire. Pour les étudiantes et étudiants internationaux, la perte du statut étudiant entraîne la perte du visa d'étude. Ils se retrouvent ainsi expulsés dans leur pays d'origine, sans avoir pu préparer le diplôme pour lequel ils étaient venus.

D'un point de vue plus large, dans un contexte de précarisation du marché du travail, lorsque des étudiantes et étudiants sont privés de la possibilité de préparer un diplôme, ils se retrouveront encore moins outillés pour leur insertion professionnelle. La sélection apparaît ici comme un outil d'appauvrissement des futurs salariées et salariés.

Depuis plusieurs années, le SCUM s'organise pour combattre cette sélection sociale et raciste et dénonce particulièrement le rôle du corps professoral qui lui s'organise contre l'intérêt des étudiantes et étudiants. En 2023, un membre du SCUM avait fait l'objet une première fois d'une procédure disciplinaire à l'Université de Montpellier Paul-Valéry. En effet, après avoir dénoncé les biais racistes au sein de la sélection en s'appuyant de l'étude de l'ONDES, ce dernier s'est retrouvé convoqué en section disciplinaire¹¹. Puis une seconde fois, l'année suivante, après avoir accompagné une étudiante "sans fac", menacée de perdre son visa étudiant et de se retrouver sous une occupation de quitter le territoire, ce même étudiant a fait l'objet d'une seconde convocation en section disciplinaire¹².

Ce ne sont pas des cas isolés. À Rouen en avril 2025, un étudiant avait tenté de mettre fin à ses jours sur son lieu d'étude. Cet acte désespéré faisait suite au harcèlement raciste que lui faisait subir un enseignant¹³. Alors qu'il avait dénoncé ses agissements pendant des mois sans aucune réaction de l'université. Partout en France, les mêmes mécanismes opèrent.

Il est également nécessaire de rappeler qu'à la Faculté de Droit de Montpellier, certains enseignants proches des milieux identitaires, et qui avaient participé au tabassage d'étudiants mobilisés en 2018¹⁴, n'ont jamais été inquiétés.

Le SCUM a lancé en juillet 2025, une pétition demandant la révocation des professeurs ayant des propos racistes ainsi qu'un appel à témoignage.

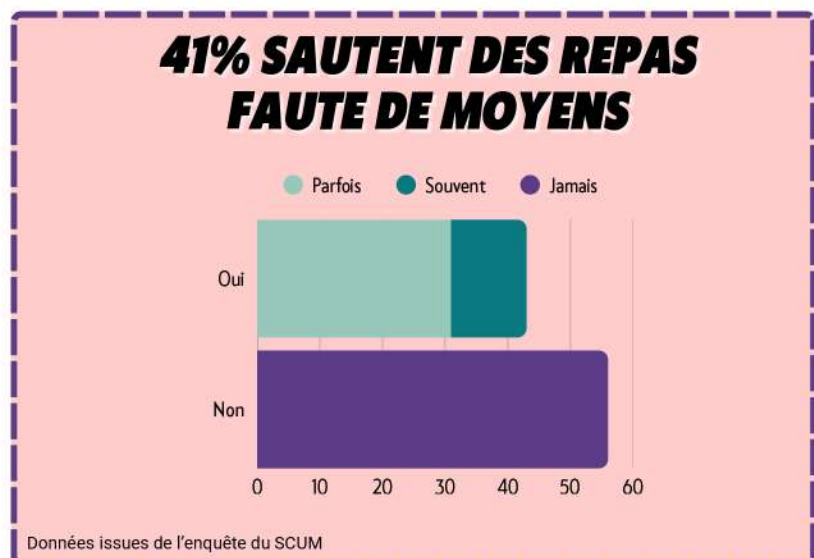
Face à toutes ces situations inacceptables, nous formulons des revendications claires et exigeons des mesures immédiates :

LE SCUM PROPOSE

- La révocation immédiate des professeurs tenant des propos racistes ou pratiquant des discriminations.
- La mise en place de dispositifs de signalement et de sanction réellement efficaces pour protéger les étudiantes et étudiants victimes de racisme.
- La fin de la répression disciplinaire contre celles et ceux qui dénoncent ces injustices.
- La suppression des mécanismes de sélection en licence et en master, qui renforcent les inégalités sociales et raciales

***Quand la précarité
devient la norme : état
des lieux à l'Université
de Montpellier***

À l'Université de Montpellier, plus de 41% des étudiantes et étudiants affirment sauter des repas faute de moyens de manière récurrente. Cela montre que presque un étudiant sur deux se prive de manger à sa faim. Sans augmentation des bourses et engagement de l'état, cette situation tend à se généraliser et à se normaliser dans le quotidien des étudiantes et des étudiants.



Le SCUM organise la solidarité étudiante !



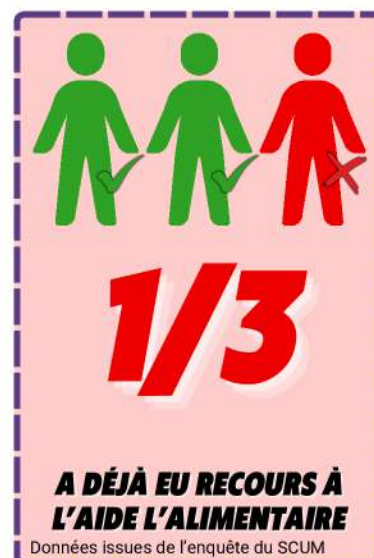
Le SCUM a organisé la solidarité étudiante par des distributions alimentaires, en 2024-2025 c'est plus de 15 000 colis distribués³. Plus de 300 étudiantes et étudiants sont aidés toutes les deux semaines ! En plus, toutes les deux semaines, distribution de pain bio sur les campus.

Cependant, **ce n'est pas aux étudiants de s'organiser pour venir mendier des colis alimentaires, il faut des bourses et des aides à la hauteur !**

Le travail étudiant : un facteur d'échec et de sélection sociale à l'Université de Montpellier

Au sein de l'Université de Montpellier près d'un tiers des étudiants déclarent travailler à côté de leurs études, qui est la cause première de l'échec des études supérieures¹⁵. Les étudiants qui travaillent ne le font généralement pas pour financer des loisirs, **ils le font dans une logique de survie permanente, face à des bourses ou des aides au logement insuffisantes**. Concilier le temps d'étude, avec toute la charge de travail personnel que cela implique et un emploi sans lien avec les études impacte directement la santé mentale des concernés, et crée une situation de fatigue et de stress permanent.

Pendant ce temps, **un étudiant qui n'a pas de travail salarié est avantagé face à celui qui est obligé de le faire**. En effet, il a plus de temps pour étudier, pour se consacrer au travail personnel que sa formation demande. Cela crée donc une situation d'inégalité où l'étudiante ou l'étudiant travailleur sera plus sujet à avoir de mauvais résultats. Ainsi cela abonde avec une nouvelle forme la sélection sociale. Les étudiants ne bénéficiant pas des mêmes conditions matérielles d'études, ils ne peuvent pas se conformer de la même manière aux processus de sélection. La hausse continue des prix de l'alimentation rend très difficile l'accès à une nourriture correcte et suffisante pour de nombreux étudiants. Tout cela conjugué avec l'augmentation successive des charges et des loyers du Crous de 3,2%.



Aujourd'hui, près d'un tiers des répondants à l'enquête déclarent avoir eu recours à l'aide alimentaire. Le SCUM organise des distributions alimentaires et des distributions de pain bio, tous les vendredis : un vendredi sur deux des distributions alimentaires, palliatif nécessaire mais insuffisant pour aider au minimum plus de 300 bénéficiaires. Les autres vendredis, le SCUM organise aussi des distributions de pain bio. Il est d'ailleurs scandaleux que ce soit aux étudiantes et étudiants de s'organiser pour pouvoir répondre à la défaillance de l'état.

En 2024-2025, plus de 15 000 colis alimentaires ont été distribués³. Ces résultats et l'ampleur que prennent ces distributions montre l'étendue de la précarité que subissent de plein fouet les étudiantes et les étudiants de l'Université de Montpellier. En 2025 - 2026, la situation ne s'améliore pas. Le SCUM continue alors sa bataille pour venir en aide aux étudiants précarisés. L'alimentation est aujourd'hui un marqueur des inégalités sociales, et particulièrement chez les étudiantes et les étudiants.

La vie sociale, mise à mal par la précarité

Les conséquences de la précarité ne s'arrêtent pas à la nourriture ou au logement. Au contraire, c'est dans la vie sociale que les chiffres sont les plus éloquentes. Cette vie sociale, pourtant essentielle pour l'équilibre mental et au bon déroulement des études, est aujourd'hui la première sacrifiée pour permettre de boucler le mois.



**PART D'ÉTUDIANTS
RENONÇANT À DES LOISIRS
FAUTE DE MOYENS**



Données issues de l'enquête du SCUM

Dans ce contexte de précarité organisée par l'État, la majorité des étudiantes et des étudiants peinent à joindre les deux bouts. L'inflation, le prix exorbitant des loyers et les bourses non revalorisées mettent en situation de précarité les étudiants.

73% du corps étudiant dit avoir déjà renoncé à des sorties, dont 60% plusieurs fois par faute de moyens. Ces résultats mettent en exergue que de nombreux étudiants sont exclus des activités culturelles, sportives ou simplement conviviales, qui permettent de jouir pleinement de sa vie étudiante : cinéma, les soirées entre amis, loisirs...

Cette situation conduit à un isolement social et par extension nuit à la santé mentale des étudiantes et étudiants.

Ces chiffres démontrent une normalisation de la précarité étudiante. Les conditions de vie précaires des étudiantes et étudiants sont aujourd'hui normalisées.

Ainsi, les étudiantes et étudiants font le choix entre les sorties et le temps pour soi et se nourrir. De plus, ce phénomène s'applique chez les boursiers et les non boursiers qui se privent autant tandis qu'ils sont considérés comme bénéficiant de ressources suffisantes par leurs propres moyens.

LE SCUM PROPOSE À L'UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

- Exonération des frais d'inscription pour les étudiantes et étudiants en situation de précarité, sans critère de réussite.
- Maintien de l'exonération des frais d'inscription différenciés pour le corps étudiant extra-communautaire. Le SCUM avait obtenu que les frais d'inscription multipliés par 16 ne soient pas appliqués à l'Université de Montpellier¹⁶.
- S'opposer fermement à toute augmentation des frais d'inscription.
- Pour la gratuité de tous les supports de cours, imprimés et accessibles en ligne

EN + AU CROUS ET AILLEURS

- Le repas à 1€ pour tous les étudiants.
- L'augmentation du nombre de boursiers et des bourses.
- Le gel et la baisse des loyers en résidence universitaire.
- La construction massive de logements CROUS à bas prix.

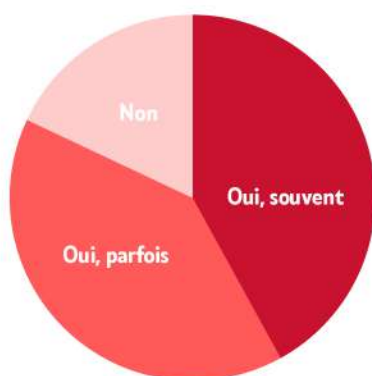
***Les propositions du
SCUM pour des campus
plus verts***



La température dans les lieux d'études, un facteur d'échec

Le dérèglement climatique a un impact sur nos lieux d'études. L'isolation thermique des bâtiments a alors des conséquences directes sur les conditions d'étude des étudiantes et étudiants. En effet, nous sommes aujourd'hui confrontés au dérèglement climatique avec des différences de températures importantes. Ainsi, la mauvaise isolation thermique des bâtiments en fait des **passoires thermiques en hiver, voire des bouilloires thermiques en été**. Avec les canicules et la chaleur insoutenable qui interviennent dès le mois de juin dans notre région, au moment des examens, cette question ne peut donc être évitée. Sur nos lieux d'études : **les bâtiments des facultés ne sont pas pensés pour garantir le confort thermique en cas de température extrême**.

L'avis des étudiantes et étudiants sur la température dans les salles de cours, d'examens, ou dans les BU.



Les étudiantes et étudiants qui ont répondu à cette enquête déclarent pour 80% d'entre eux avoir déjà été dérangés par la température dans les salles de cours, d'examen ou de BU : **les conséquences sont qu'ils et elles ne peuvent pas mobiliser l'intégralité de leurs capacités pour se concentrer sur leur travail**. Cette gêne vient du fait que l'Université de Montpellier est dotée, pour majorité, d'anciens bâtiments qui ne sont pas conçus pour résister aux fortes chaleurs de l'été ou aux basses températures de l'hiver. Si cette gêne peut sembler anecdotique, c'est une réalité quotidienne pour les étudiantes et étudiants qui en pâtissent, devenant un malaise qui rend foncièrement pénibles les conditions d'études.

82%

Des étudiantes et étudiants déclarent déjà avoir été dérangés par la température dans les espaces d'étude.

Données issues de l'enquête du SCUM



Sarah, 19 ans faculté des sciences

“Il m'est arrivé de ne plus pouvoir parler correctement à cause du froid lors des oraux”.

L'impact de la mauvaise gestion de la température sur la réussite

30%

↓
motivation
ou assiduité

50%

fatigue, maux
de tête

66%

difficulté de
concentration

Données issues de l'enquête du SCUM

Le mauvais isolement des bâtiments impacte pleinement les conditions d'études des étudiantes et étudiants. Ces conditions ont par ailleurs un impact direct sur la qualité du travail fourni par les étudiantes et étudiants : pour 66%, cela engendre des difficultés de concentration, pour 50% de la fatigue ou des maux de têtes, et pour 30% une baisse de motivation ou d'assiduité. On voit ainsi l'urgence et la gravité de la situation.

Alors que 50% de la population estudiantine est mal logée¹⁷, Il est également nécessaire de considérer que pour la majorité des étudiants, **le lieu d'étude est l'alternative d'un logement qui peut être inconfortable si ce n'est insalubre, pour leur permettre de travailler leurs cours dans de meilleures conditions** que dans un logement inadapté.

De ce fait, **la rénovation thermique des bâtiments ou encore l'adaptation des emplois du temps** et du calendrier des examens en fonction des périodes de fortes chaleurs doivent être pensée afin de garantir le droit d'étudier dans de bonnes conditions.

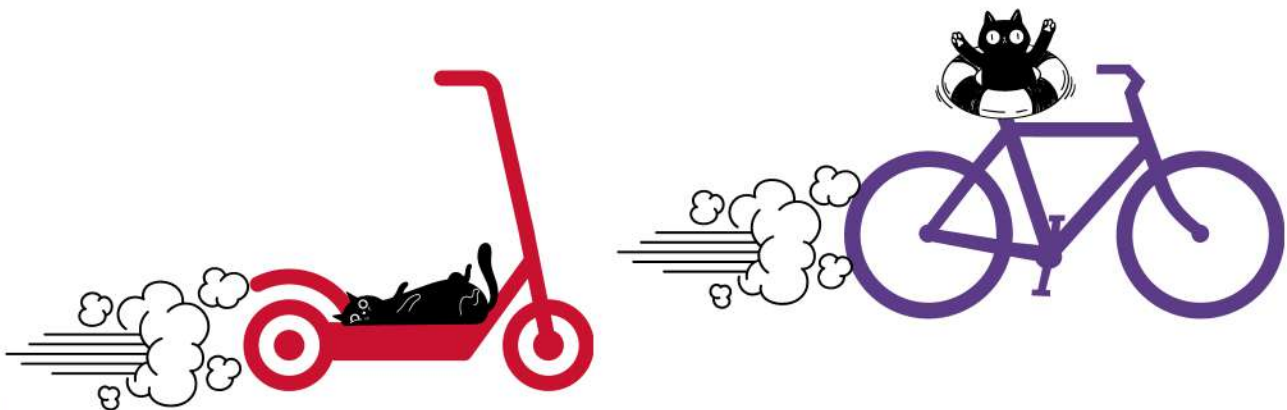
Les mobilités étudiantes

Le corps étudiant de l'Université de Montpellier est composé de **15% de cyclistes**. On sait qu'un vélo est un certain budget, et son entretien également. En ce sens, 54% des sondés pensent qu'il serait utile de mettre à disposition des locaux sécurisés pour les vélos et les trottinettes (abrités, fermés, avec des bornes de recharges pour les vélos électriques) sur les différents campus de Montpellier, afin d'éviter les nombreux vols témoignés dans notre enquête.

Aussi, nous pouvons mettre en avant et **développer l'atelier de réparation de vélos** pour permettre à toutes et tous d'avoir accès à du matériel pour entretenir son véhicule.

54% des étudiantes et étudiants pensent qu'il serait utile de mettre à disposition des locaux sécurisés.

Données issues de l'enquête du SCUM





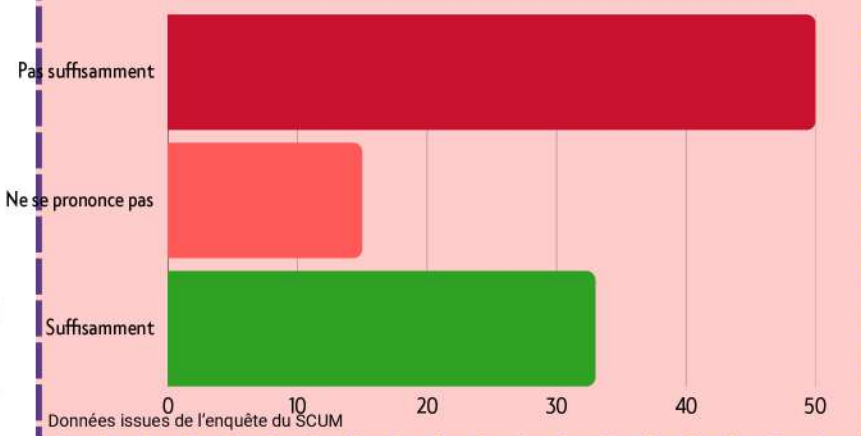
Les points d'accès à l'eau

50% des étudiantes et étudiants affirment ne pas avoir assez de points d'eau sur leur campus. L'hydratation est un enjeu de santé publique, d'autant qu'avec les épisodes de canicule de plus en plus fréquents.

50%

des étudiantes et étudiants pensent qu'il n'y a pas assez de points d'eau sur le campus

Part d'étudiants considérant qu'il n'y a pas suffisamment de fontaines à eau sur les campus :



Propositions des étudiantes et étudiants pour l'université

Les étudiantes et étudiants nous ont exprimé quelles actions leurs semblent cruciales à mettre en place à l'université d'un point de vue écologique. Ces observations se traduisent en diverses propositions.

22% affirment que le tri est mal réalisé et proposent ainsi d'améliorer le tri sur le campus. Nous pouvons souvent observer que les poubelles de tri à disposition sur les campus sont pleines, notamment à proximité des lieux de restauration.

Les autres éléments exprimés par les étudiantes et étudiants sont : l'isolation des bâtiments engendrant une grande consommation énergétique à réduire, la quantité d'emballages au CROUS et aux distributeurs, l'absence de moyens matériels pour les vélos et autres mobilités douces.

LE SCUM PROPOSE

- L'installation d'autres poubelles de tri sur les campus, et une augmentation de la capacité de celles déjà installées pour qu'elles ne débordent pas.
- Un meilleur pilotage de l'immobilier, et une rénovation des bâtiments.
- Parmi les 207 bâtiments de l'Université de Montpellier¹⁸, les salles inoccupées toute l'année sont abondantes, et de nombreuses sont vides la majorité du temps. Il faut pouvoir mettre en œuvre les moyens pour occuper ces salles vides et inutiles à ce jour. Grâce à un meilleur pilotage, le chauffage pourrait être coupé dans les lieux inoccupés et ainsi réduire l'empreinte écologique de l'Université.
- L'installation de fontaines à eau sur les campus. 68% des moins de 35 ans utilisent une gourde au quotidien¹⁹. Nous devons leur donner la possibilité de faire le plein de celles-ci sur les campus.
- La mise en place de parkings à vélo sécurisés.

***Salles de cours
inadaptées et espaces
de travail insuffisants***

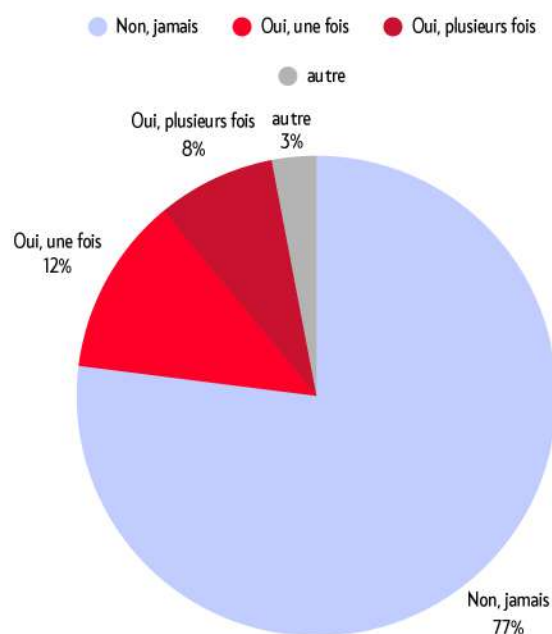
La qualité de vie étudiante constitue un pilier fondamental de la bonne conduite de nos études et de l'épanouissement des étudiantes et étudiants durant celles-ci. Notre enquête révèle des conditions matérielles préoccupantes qui entravent le bon déroulement des études. Les infrastructures universitaires, inadaptées aux réalités étudiantes impactent directement leur capacité à suivre leurs études dans des conditions dignes et optimales.

Le manque de place dans les amphithéâtres

Le manque de places dans les amphithéâtres est révélateur d'un problème structurel qui dépasse la simple question du confort. Quand 20% des étudiants doivent s'asseoir par terre pour suivre un cours, ce sont des conditions indignes et inacceptables.

Cette situation crée une inégalité d'accès à l'enseignement : comment se concentrer sur un sol froid, sans table pour prendre des notes, dans une position inconfortable ? Les cours d'amphi, deviennent ainsi un espace de distinction entre ceux qui peuvent bénéficier d'une place assise et les autres, relégués au statut d'étudiants de seconde zone. Cela engendre également un climat anxigène peu propice aux apprentissages.

Part d'étudiants s'étant déjà retrouvés contraints à s'asseoir sur le sol durant un cours



Données issues de l'enquête du SCUM

LE SCUM PROPOSE

- **Un meilleur pilotage de l'immobilier, et une rénovation des bâtiments.** Parmi les 207 bâtiments de l'Université de Montpellier¹⁸ **les amphis non-occupés toute l'année sont abondants, et de nombreux sont vides la majorité du temps. Il faut pouvoir mettre en œuvre les moyens pour occuper ces amphis vides et inutiles à ce jour.**

Le manque d'espaces de travail

La pénurie d'espaces de travail touche plus d'un étudiant sur deux (53,8%), ce qui transforme la simple recherche d'un lieu pour étudier en un réel parcours du combattant. Ce manque de place a des conséquences directes sur la réussite : **comment travailler sérieusement sans un environnement calme et adapté ?** Les étudiants sont contraints d'étudier dans les couloirs, les cafés ou chez eux, qui peuvent se retrouver dans de mauvaises conditions qui nuisent à leur concentration et leur efficacité.

Pendant les périodes de révision d'examens, cette situation devient critique et ajoute un stress supplémentaire à des étudiantes et étudiants déjà sous pression préoccupés par la réussite de leurs examens. Parmi les réponses, l'absence de bibliothèques universitaires en faculté de droit et science politique à proximité de leur lieu d'études, **une bibliothèque universitaire trop petite en médecine** sont des conséquences du désintérêt que portent nos responsables à nos conditions d'études.

Ce sont des choix de l'Université, nous savons qu'avec la mobilisation des étudiantes et étudiants et des élus Super Chatons Ultra Mignons il est possible d'obtenir des victoires concrètes !

En effet, nous avons réussi à obtenir la réaffectation des salles de TD inoccupées en faculté de droit, en salles calmes de travail pendant les creux d'emploi du temps pour les étudiants !

Les prises électriques, besoin indispensable de nos jours

La problématique des prises électriques peut sembler anecdotique mais elle révèle l'inadaptation des infrastructures universitaires à la réalité du travail étudiant contemporain. Avec 70,4% des étudiantes et étudiants confrontés à la décharge complète de leur ordinateur en cours, ce sont les conditions d'étude qui sont compromises. Dans un contexte où les supports de cours sont majoritairement dématérialisés et où la prise de notes se fait principalement sur ordinateur, cette absence peut nuire à la qualité des études. Les étudiants se retrouvent alors doublement pénalisés. D'une part ne pouvant pas prendre leurs cours de la façon la plus optimale possible, d'autre part ils peuvent être empêchés d'avoir accès aux supports de cours au moment de la prise de notes.

**PART D'ÉTUDIANTS DÉJÀ
CONFRONTÉS À LA DÉCHARGE
COMPLÈTE DE LEUR ORDINATEUR**



Données issues de l'enquête du SCUM

LE SCUM PROPOSE

- Le cloisonnement du grand hall de la faculté de médecine pour en faire des salles de travail en plus.
- La mise à disposition de salles de TD inoccupées dans les campus où il y a le besoin.
- L'installation à hauteur des besoins de prises électriques dans les amphithéâtre et toutes les salles de cours qui le nécessitent.

La pause méridienne, trop courte sur certains campus

Au sein de l'Université de Montpellier **près de 72% du corps étudiant a déjà été contraint de sauter un repas ou de se rabattre sur des commerces extérieurs plus chers.**

Les files d'attente interminables devant les restaurants universitaires et les cafétérias du CROUS ne sont pas un simple désagrément ponctuel, mais le symptôme d'un système qui n'est pas fonctionnel. En ce qui concerne l'Université de Montpellier, des solutions peuvent être trouvées. Dans certains campus, **la pause méridienne est parfois réduite à 15 minutes**, c'est une des raisons majeures pour lesquelles les étudiantes et étudiants sautent des repas.



7/10

C'est le nombre d'étudiantes et étudiants ayant déjà raté un repas par manque de temps sur la pause méridienne

Données issues de l'enquête du SCUM

LE SCUM PROPOSE

- Une pause méridienne d'une heure et demi minimum afin de laisser la possibilité de pouvoir aller se restaurer au CROUS et pouvoir accéder au repas à 1€.



A person wearing a white protective suit and a face mask is seated at a desk, working on a laptop. The scene is dimly lit with a strong red color cast. The person's hands are visible on the laptop keyboard. In the background, other people in similar protective gear are blurred. A red rectangular box with white text is overlaid on the left side of the image.

***La Souffrance
psychologique, une
crise sanitaire réelle
et organisée.***

L'enquête menée met en lumière deux données alarmantes sur l'état de souffrance psychologique dans lequel les étudiantes et les étudiants évoluent tout au long de leurs études à l'Université de Montpellier.

Tout d'abord, l'enquête révèle une dégradation générale de la santé mentale de la quasi-totalité du corps étudiant.

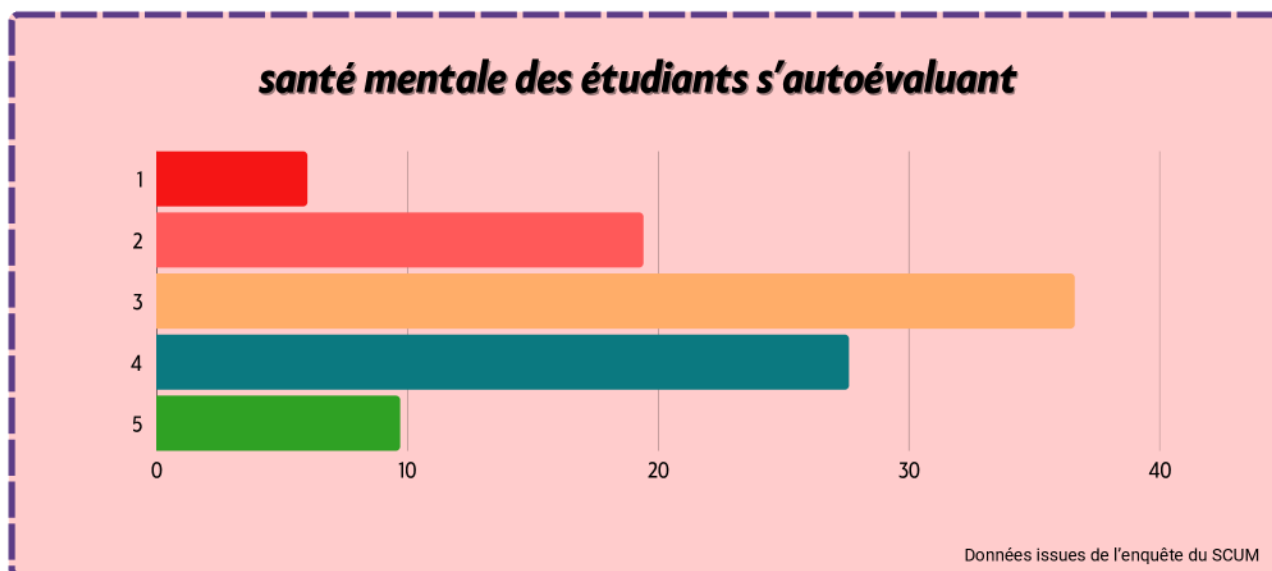
Ensuite, l'enquête montre une souffrance psychologique gravissime pour environ 1/3 d'entre eux qui cumulent un grand nombre de causes de stress liés au financement de leurs études, à des problèmes familiaux et de logement qui s'ajoutent à la charge de travail. Le cumul de ces situations provoque en cascade chez ce même tiers une situation d'isolement social, des troubles du sommeil et une perte d'appétit ainsi que des pensées négatives sur soi-même et jusqu'à la perte de sens dans ses études.

Aujourd'hui, une crise sanitaire organisée provoque l'isolement social d'un tiers des étudiantes et des étudiants et dégrade sérieusement l'état psychologique des autres.

Une détresse psychologique quotidienne

Alors qu'en France en 2025, 25% des jeunes présentent des signes de dépression²⁰, la question de la santé mentale des étudiantes et des étudiants dans l'enseignement supérieur est préoccupante. Si notre enquête relève d'un état très moyen du bien-être psychologique des étudiantes et des étudiants depuis le début de l'année universitaire, la tendance pour ces derniers est tout de même à considérer son état psychologique comme mauvais.

Avec plus de 25% de personnes évaluant son état mental comme mauvais ou très mauvais et 36% comme moyen, c'est avec un état mental généralement dégradé que l'année scolaire démarre



90%

Des étudiantes et étudiants ont déjà ressenti une détresse psychologique

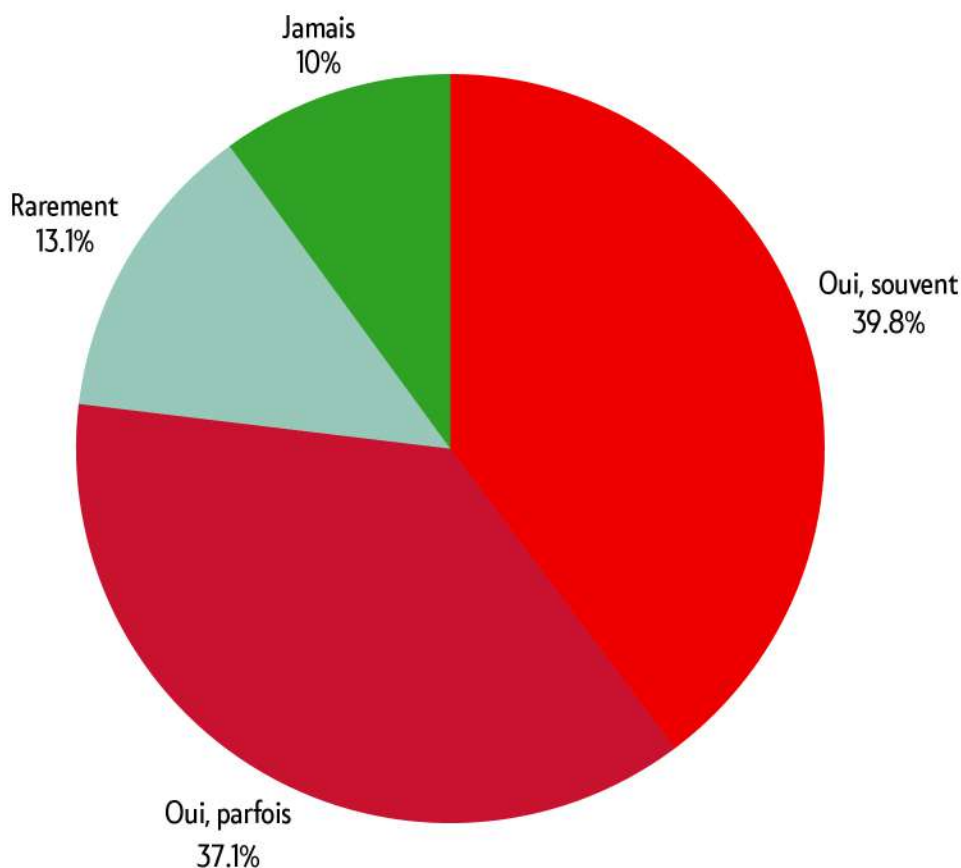
Données issues de l'enquête du SCUM

Pour autant, lorsque l'on interroge les étudiantes et les étudiants sur d'éventuelles périodes de détresse psychologique liée aux études, **90% des étudiants répondent en avoir vécu**. Ces épisodes de **détresse psychologique se répètent pour 77% des sondés**, avec une fréquence variable : 40% les vivent souvent et 37% parfois.

Ces chiffres prouvent que la souffrance psychologique n'est pas un phénomène marginal dans l'enseignement supérieur mais une expérience quasi générale au sein de la population étudiante.

Ces résultats s'inscrivent dans un contexte où la charge de travail universitaire, la précarité étudiante et l'incertitude quant à l'avenir professionnel accentuent les risques de souffrance psychologique et leur fréquence.

Part d'étudiants ayant déjà ressenti une détresse psychologique



Données issues de l'enquête du SCUM

La précarité et la sélection, facteurs principaux de la dégradation de la santé mentale

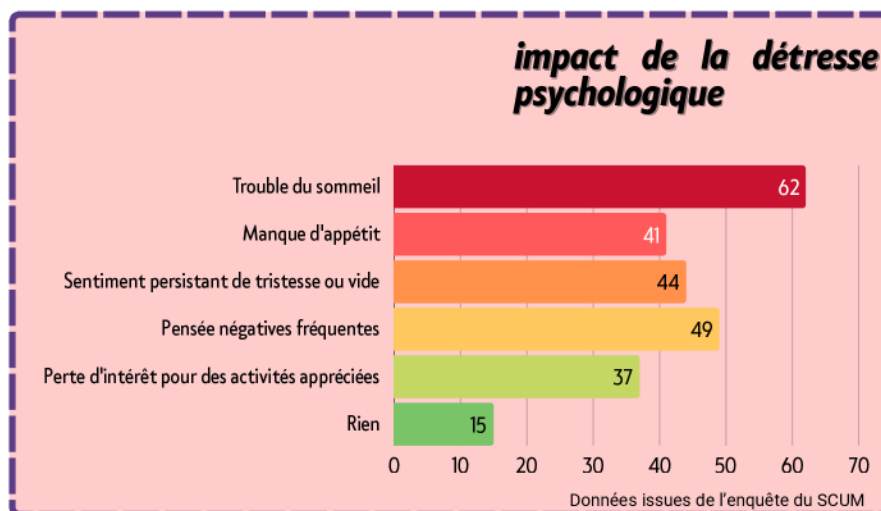
La survenue d'une détresse psychologique ou d'un état mental très mauvais n'est pas anodin à l'état actuel de la situation des étudiantes et des étudiants dans l'enseignement supérieur et le fonctionnement de la vie universitaire. En effet, l'enquête relève que parmi les principaux facteurs de stress, ce sont la charge de travail et le financement des études, dans une moindre mesure, qui sont ressentis par la plupart d'entre eux. **Chez 70 % des étudiantes et des étudiants, la charge de travail provoque un stress quotidien**, nourri par l'impression que chaque échéance pèse directement sur leur avenir. En effet, avec la sélection mise en place, notamment via la plateforme MonMaster, ils et elles savent que valider sa licence même avec une moyenne de 12/20 ne suffit pas nécessairement pour obtenir un master qui leur correspond, a fortiori celui de leur choix.

Par ailleurs, la précarité étudiante et les difficultés à financer les études demeurent un poids quotidien pour les étudiantes et des étudiants qui ne parviennent parfois pas à joindre les deux bouts et se trouvent dans des **situations matérielles très délicates**. Cet état de fait pèse au quotidien sur leur santé mentale, et la précarité se répercute en cascade sur toute la vie quotidienne. Elle engendre des difficultés à trouver un logement salubre, à manger à sa faim et oblige à renoncer à des sorties qui sont d'autant de facteurs de dégradation de l'état psychologique au quotidien.

La période estudiantine est également celle où l'individu s'émancipe de la sphère familiale, et dès lors il est fréquent que des problèmes familiaux surviennent. Dans ces contextes, **les problèmes familiaux opèrent comme des effets boules de neige sur la santé mentale des étudiantes et des étudiants mais également parfois pour financer leurs études en fonction de la dégradation du lien avec la famille**. Fréquemment, la précarité est subie par des personnes privées de bourse mais également de ressources familiales, qui se retrouvent alors avec des ressources très limitées et sans aide financière à disposition.

Toutes ces causes mènent parfois à **un isolement social**, grandement entretenu par la nature du fonctionnement de la faculté où de nombreuses personnes se retrouvent dans un nouveau lieu, noyées au sein de grandes promotions et dans lesquelles il est plus difficile de tisser des liens que durant la période lycéenne. Ajouté à cela un temps libre très souvent passé à répondre aux exigences de travail imposées par la sélection en fin de licence tout en étant limité dans leurs ressources financières pour participer à des sorties ou même manger à leur faim, l'isolement social s'installe très souvent au passage dans les études supérieures. C'est alors un cercle vicieux qui se met en place dans la vie de l'étudiante ou de l'étudiant qui connaîtra une dégradation durable de ses conditions de vie.

Ce cercle vicieux se matérialise dans les conditions de vie et d'étude des étudiantes et des étudiants. **62% des sondés souffrent régulièrement de trouble du sommeil**, et avec cela une perte d'appétit ou un **changement des habitudes alimentaires pour 41% des sondés.**



Voici comment la dégradation de la santé mentale impacte les conditions matérielles d'études, généralisant le manque de sommeil et l'habitude de sauter des repas. Les conséquences sur l'état mental se concrétisent par une perte d'intérêt dans les activités de loisirs, mais surtout un sentiment de tristesse et de vide persistant. Au quotidien, la moitié des personnes s'auto-dévalorisent et développent des pensées négatives sur eux-mêmes et le sens de leurs études.

Ces conséquences se retrouvent généralement comme des causes de l'aggravation de la dégradation de leur état psychique. Ainsi les études supérieures sont rythmées par des périodes de détresse psychologique conduisant bien souvent, lorsqu'elles se répètent, à une généralisation d'un état de souffrance psychique.

Il s'agit d'une véritable crise sanitaire organisée, qui mène à l'exclusion sociale des étudiantes et des étudiants pris dans ce cercle vicieux. Une crise sanitaire causée largement par l'état de précarité matérielle étudiante. Une crise organisée en imposant la sélection à l'issue du cycle d'étude, première source d'angoisse dans l'enseignement supérieur.

62%

Des étudiantes et étudiants déclarent souffrir de troubles du sommeil

41%

Des étudiantes et étudiants déclarent souffrir d'un manque d'appétit

44%

Des étudiantes et étudiants déclarent souffrir d'un sentiment persistant de tristesse ou de vide

49%

Des étudiantes et étudiants déclarent souffrir de pensées négatives fréquentes

37%

Des étudiantes et étudiants déclarent souffrir de perte d'intérêt pour des activités appréciées

Les dispositifs actuels, palliatifs insuffisants et défailnants

Aujourd'hui, le recours à un professionnel de la santé mentale type psychologue est relativement faible compte tenu des problèmes évoqués par ailleurs. En effet, 26% des sondés ont consulté un ou une psychologue, dont 6% les services proposés par le CROUS ou l'Université. Cependant, ce type d'aide psychologique est souhaité par 29% des étudiantes et des étudiants à l'université.

Il est pour autant notable de constater qu'une grande part des personnes estiment ne pas avoir besoin d'une consultation psychologique, dont une majorité d'hommes (58% parmi les hommes contre 36% chez les femmes). Ce fait s'explique d'un côté par le tabou qui demeure sur les problématiques de souffrance psychique qui sont encore vues notamment comme un signe de faiblesse. D'un autre côté, ce sont les causes de la dégradation du bien-être psychologique, en grande partie la charge de travail, qui sont des problématiques matérielles et dont les étudiantes et les étudiants ne jugent pas le soutien psychologique comme l'aide adaptée à leur cas.

Ici encore, on retrouve une grande moitié de personnes qui souhaitent avoir recours à un psychologue lorsqu'ils n'en bénéficient pas déjà, et pour qui les facteurs de dégradation de la santé mentale sont les plus critiques. Dans ces cas-là, de manière générale la faculté de recourir à un soutien psychologique ne pose pas de difficulté. Néanmoins une marge non négligeable (17%) des personnes éprouvent des difficultés pour obtenir un rendez-vous, en particulier à cause du coût des psychologues extra-universitaires, de l'attente, ainsi que du manque de communication sur les services mis à disposition par le CROUS et l'Université.

En définitive, la consultation psychologique se révèle, pour ceux pouvant y recourir, être un soutien nécessaire. Mais quand bien même ce soutien serait mis en place de manière optimale, il est loin de suffire face à l'ampleur de la crise sanitaire dont les étudiantes et les étudiants font face. Parmi les solutions plébiscitées par ces derniers, il est fait état de la nécessité de sensibiliser les étudiantes et les étudiants, le personnel et surtout les responsables de l'Université, ainsi que de prévoir un meilleur accompagnement psychologique pour elles et eux. De plus, pour faire face activement à l'isolement social, il est fréquemment demandé de mettre en place des mesures précises afin d'assurer une intégration véritable des étudiants à la faculté.

En réalité, les réelles préoccupations demeurent la précarité étudiante et la généralisation de la sélection à l'Université dont le fonctionnement révèle une logique de système conduisant nécessairement à la propagation d'un état de souffrance psychologique quotidien et durable chez les étudiantes et des étudiants de l'Université de Montpellier.



Face à la crise sanitaire concernant la santé mentale des étudiantes et étudiants de l'Université de Montpellier

LE SCUM PROPOSE

- Garantir des emplois du temps fixes pour anticiper les échéances et réduire le stress.
- Doter le SSE de plus de psychologues et de personnels de santé, pour une égalité entre tous les territoires.
- L'instauration de toutes ses autres propositions pour construire une vie étudiante et des campus plus inclusifs. Les problèmes des étudiants ont tous les mêmes causes, ce sont la précarité et la sélection organisées par le gouvernement.



Conclusion

Cette enquête dresse un constat sans appel : étudier à l'Université de Montpellier s'apparente à un véritable parcours du combattant. Loin d'être l'espace d'émancipation promis, **l'Université est devenue le théâtre d'une crise sanitaire, sociale et académique, organisée par l'état.**

41% de la population étudiante de l'Université de Montpellier avoue **sauter des repas faute de moyens**, démontrant l'ampleur de la précarité. Le SCUM a beau organiser la solidarité avec des distributions de plus de 15 000 colis alimentaires en 2024-2025, cette aide n'est qu'un palliatif à une défaillance systémique. Cette pénurie matérielle impose des sacrifices dramatiques pour les étudiantes et étudiants : non seulement l'accès à la nourriture et à un logement digne, **mais aussi le renoncement à la vie sociale pour 73% du corps étudiant**, alors que celle-ci est essentielle à l'équilibre psychologique.

La conséquence directe de cette précarité est le **recours massif au travail salarié**, impliquant près d'un tiers des étudiants. Ce n'est pas un choix, mais une nécessité de survie, alors que le travail est la cause principale de l'échec et de l'abandon dans l'enseignement supérieur.

À cette pression matérielle s'ajoute la sélection, système fait pour exclure de l'université. **MonMaster fait peser sur les étudiants de licence une angoisse quotidienne sur leur avenir**, désignée comme l'un des principaux facteurs de stress par 70 % des répondants. Cette pression académique, combinée à la précarité, crée un terrain fertile pour la détresse psychologique.

Cette sélection est loin d'être neutre. **Elle est un outil de sélection sociale et raciste : une étude de l'ONDES a récemment confirmé que les candidatures en Master avec une consonance d'origine maghrébine, juive ou asiatique ont 15 % de chances en moins d'être acceptées.** Tous ceux qui nient cette réalité en sont complices. Plus grave encore, elle frappe de plein fouet les étudiantes portant le voile, ont 80% de chance en moins d'obtenir une réponse positive dans la recherche de contrats d'apprentissage.

La conjonction de la précarité et de la sélection a pour conséquence une crise sanitaire étudiante généralisée. L'enquête atteste d'une dégradation de la santé mentale chez la quasi-totalité du corps étudiant de l'Université de Montpellier, avec 90 % ayant déjà vécu des épisodes de détresse psychologique. La souffrance est extrême pour un tiers d'entre eux, cumulant isolement social, troubles du sommeil et perte d'appétit. Face à cette urgence, les dispositifs de soutien psychologique sont largement insuffisants, fragmentés et mal communiqués, ne pouvant de toute façon être qu'un palliatif aux problèmes structurels. Ce ne sont pas des psychologues supplémentaires qui résoudront le problème des loyers impayés ou de la faim.

Aujourd'hui, les résultats de cette enquête montrent que la précarité et la sélection, combats historiques du SCUM, sont bien les principaux problèmes des étudiants. Les différentes victoires obtenues par les élus Super Chatons Ultra Mignons montrent que les méthodes du syndicat sont les bonnes ; le SCUM va donc continuer sa stratégie de construction de rapports de force pour améliorer les conditions de vie des étudiantes et des étudiants.

La **victoire majeure sur le congé menstruel** obtenu par les élus étudiants Super Chatons Ultra Mignons est le parfait exemple de la pertinence de la stratégie du SCUM. **Alors qu'à la première présentation du projet par le SCUM le premier avril, la présidence et les autres listes étudiantes l'ont rejeté en bloc. Le SCUM a rassemblé le soutien de plus de 1 400 étudiants au travers d'une pétition et la présidence de l'Université a plié et re présenté le projet du SCUM le 17 juin.** Le SCUM avec ses élus Super Chatons Ultra Mignons et la force du collectif obtiennent des avancées pour les conditions de vie étudiantes !

L'Urgence des Propositions du SCUM

À l'occasion des élections étudiantes de l'Université de Montpellier, le SCUM présente des mesures immédiates à mettre en place à l'Université de Montpellier face à la gravité de la situation. Le SCUM défend des propositions applicables sans délai : de l'exonération des frais d'inscription pour les plus précaires à la mise à disposition massive de protections périodiques réutilisables, en passant par l'installation de parkings sécurisés pour les mobilités douces .

Le SCUM continuera de mener la bataille : seule l'action collective et la pression exercée sur les responsables permettront de gagner des avancées pour les conditions de vie de toutes et tous les étudiants.

Syndicat de Combat
Universitaire de
Montpellier - SCUM

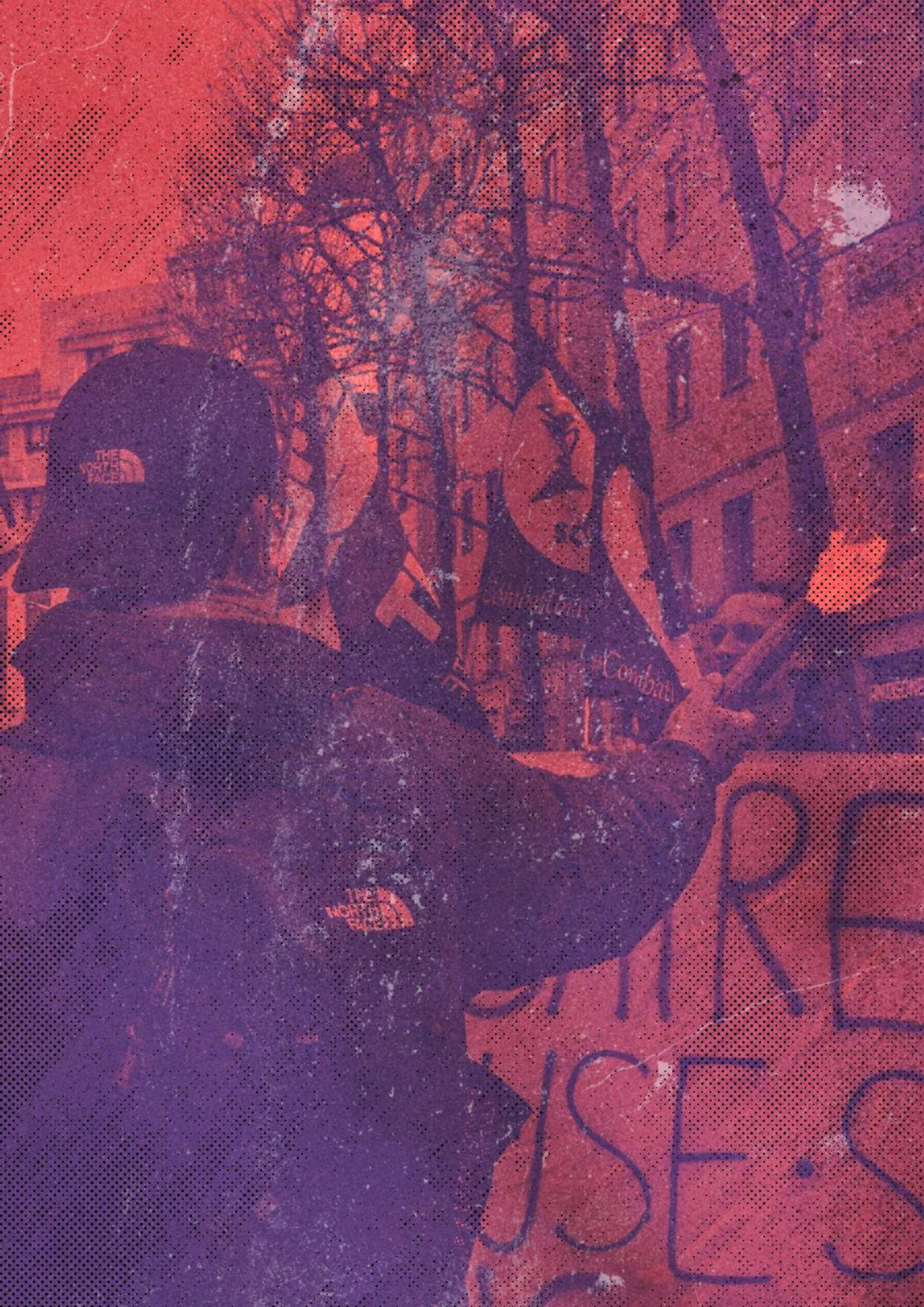
syndicat.scum@live.fr

Insta/Facebook :
@combatuniv_sitaire



Bibliographie

1. IFOP pour Cop1, « La précarité étudiante en France : quelle réalité ? – Volet précarité », juillet 2025, p. 1, <https://cop1.fr/wp-content/uploads/2025/09/121521-Presentation-COP1-Volet-precarite.pdf>
2. L'Union Étudiante, « Rentrée 2025 – Le parcours du combattant des étudiant·es », Union Étudiante, 1er septembre 2025, <https://union-etudiante.fr/rentree-2025-le-parcours-du-combattant-des-etudiant%20%b7es/>
3. Syndicat de Combat Universitaire de Montpellier – SCUM, « Le SCUM ouvre une épicerie gratuite étudiante à Béziers ! », Syndicat de Combat Universitaire de Montpellier – SCUM, 25 septembre 2025, <https://combatuniversitaire.wordpress.com/2025/09/25/le-scum-ouvre-une-epicerie-gratuite-etudiante-a-beziers/>
4. Clara Rovere, « La précarité étudiante – quelle réalité en 2025 ? », Ifop Group, 29 septembre 2025, <https://www.ifop.com/article/la-precarite-etudiante-quelle-realite-en-2025/>
5. Anses, « Les protections intimes sont-elles sans danger pour les femmes ? », Anses, 12 mars 2024, <https://www.anses.fr/fr/content/les-protections-intimes-sont-elles-sans-danger-pour-les-femmes>
6. Syndicat de Combat Universitaire de Montpellier – SCUM, « Distributions de protections périodiques à l'Université de Montpellier : le SCUM organise la solidarité », Syndicat de Combat Universitaire de Montpellier – SCUM, 19 novembre 2025, <https://combatuniversitaire.wordpress.com/2025/11/19/distributions-de-protections-periodiques-a-luniversite-de-montpellier-le-scum-organise-la-solidarite/>
7. Observatoire des Violences Sexistes et Sexuelles dans l'Enseignement Supérieur, « Derrière les rites étudiants : Enquête sur les événements d'intégration dans l'Enseignement Supérieur français », Dossier de presse, 16 septembre 2024, <https://observatoire-vss.com/wp-content/uploads/2024/09/Dossier-de-presse-derriere-les-rites-etudiants.pdf>
8. L'Humanité, « Discrimination lors de la sélection en Masters : les candidates les plus pénalisées sont celles dont l'identité signale une origine africaine », L'Humanité, <https://www.humanite.fr/societe/discriminations/discrimination-lors-de-la-selection-en-masters-les-candidates-les-plus-penalisees-sont-celles-dont-lidentite-signale-une-origine-africaine>
9. Denis Anne, Amynata Bagayoko, Sylvain Chareyron et Yannick L'Horty, « Discrimination à l'embauche des femmes voilées en France : un test sur l'accès à l'apprentissage », Rapport d'étude n° 24-04, Observatoire National des Discriminations et de l'Égalité dans le Supérieur (ONDES), décembre 2024, <https://ondes.univ-gustave-eiffel.fr/fileadmin/contributeurs/ONDES/Publications/WP-24-04.pdf>
10. Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche – SIES, « L'apprentissage dans l'enseignement supérieur en 2024 », Note Flash du SIES n° 2025-21, septembre 2025, <https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/sites/default/files/2025-09/nf-sies-2025-21-37938.pdf>
11. Syndicat de Combat Universitaire de Montpellier – SCUM, « Racisme et répression anti-syndicale à l'Université Paul-Valéry ? Non à l'exclusion d'un élu étudiant ! », Syndicat de Combat Universitaire de Montpellier – SCUM, 19 mai 2024, <https://combatuniversitaire.wordpress.com/2024/05/19/racisme-et-repression-anti-syndicale-a-luniversite-paul-valery-non-a-l'exclusion-dun-elu-etudiant/>
12. Syndicat de Combat Universitaire de Montpellier – SCUM, « Répression, harcèlement, racisme. Nous ne nous taisons pas face aux dérives à l'Université de Montpellier Paul-Valéry ! », Syndicat de Combat Universitaire de Montpellier – SCUM, 3 mai 2025, <https://combatuniversitaire.wordpress.com/2025/05/03/repression-harcèlement-racisme-nous-ne-nous-taisons-pas-face-aux-derives-a-luniversite-de-montpellier-paul-valery/>
13. Actu.fr, « Tentative de suicide d'un étudiant à Rouen : un syndicat appelle à une fac sans discrimination », Actu.fr, https://actu.fr/normandie/rouen_76540/tentative-de-suicide-d-un-etudiant-a-rouen-un-syndicat-appelle-a-une-fac-sans-discrimination_62379568.html
14. Syndicat de Combat Universitaire de Montpellier – SCUM, « Commando armé et chantage aux examens : les directions d'universités montpelliéraines prêtes à tout pour écraser la grève étudiante », Syndicat de Combat Universitaire de Montpellier – SCUM, 25 mars 2018, <https://combatuniversitaire.wordpress.com/2018/03/25/commando-arme-et-chantage-aux-examens-les-directions-duniversites-montpellierraines-pretes-a-tout-pour-ecraser-la-greve-etudiante/>
15. BEFFY Magali, Marc-Olivier FORTIN et Julien MAUREL, « L'impact du travail salarié des étudiants sur la réussite et la poursuite des études universitaires », Économie et Statistique, n° 422, 2009, <https://www.insee.fr/fr/statistiques/fichier/1376784/es422b.pdf>
16. Syndicat de Combat Universitaire de Montpellier – SCUM, « L'arrêté relatif à la hausse des frais d'inscription est publié », Syndicat de Combat Universitaire de Montpellier – SCUM, 25 avril 2019, <https://combatuniversitaire.wordpress.com/2019/04/25/larrete-relatif-a-la-hausse-des-frais-dinscription-est-publie/>
17. Union Étudiante, « Grande enquête sur le mal-logement étudiant en 2023 », Union Étudiante, <https://union-etudiante.fr/enquete-sur-le-mal-logement/>
18. Cour des comptes, « L'Université de Montpellier », Observations définitives, 11 septembre 2023, <https://www.ccomptes.fr/sites/default/files/2023-11/20231121-S2023-1146-Universite-Montpellier.pdf>
19. Gobilab, « Quelle utilisation du jetable et des gourdes en France ? », Gobilab, 30 avril 2024, https://www.gobilab.com/blogs/blog/enquete-sur-lutilisation-du-jetable-et-des-gourdes-en-france?srsltid=AfmBOopAAZiwhWhC_Hu_ODp9nDx6kodQ6io-qvEyluKF2nyQd6v3PaCZ
20. APMnews, « Un quart des 15-29 ans en France déclare des symptômes dépressifs dans une grande enquête », VIDAL, 4 septembre 2025, <https://www.vidal.fr/actualites/31541-un-quart-des-15-29-ans-en-france-declare-des-symptomes-depressifs-dans-une-grande-enquete.html>



THE
NORTH
FACE

THE
NORTH
FACE

SC
Combat

Combat

USE.S

ACCUEIL ÉTUDIANT

@combatuniv

Syndicat de Combats
Universitaire de Montpellier



SCUM

SYNDICAT DE COMBAT
UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER

✉ syndicat.scum@live.fr

🌐 combatuniversitaire.wordpress.com